

Une politique européenne pour les services d'intérêt général : le CELSIG organise un séminaire européen le 19 mai prochain

Le CELSIG organise, le 19 mai prochain, au Comité économique et social européen, à Bruxelles, un séminaire européen sur "Services d'intérêt général et cohésions : une politique européenne pour les services d'intérêt général".

La journée comportera deux parties, la première sera consacrée à la question du financement des SIG, la seconde à la question d'une politique européenne des SIG. Les débats se termineront par un "Appel aux candidats aux élections européennes".

Le programme complet du séminaire ainsi que le bulletin d'inscription sont accessibles directement sur l'adresse électronique suivante :

www.celsig.org/actualite/CELsem1905.rtf

Partenariats publics privés

La Commission se prépare à soumettre incessamment à consultation publique, un Livre vert sur le "partenariat public privé" (ou PPP). Les commentaires seraient à envoyer jusqu'au 15 juillet prochain. Le CELSIG y reviendra dans un prochain bulletin.

De son côté, Eurostat, a adopté, le 11 février dernier, une décision relative au traitement comptable, dans les comptes nationaux, des contrats souscrits par les parties publiques des partenariats publics privés. Il recommande que les actifs des PPP ne soient pas enregistrés dans le bilan des administrations publiques si deux conditions sont réunies : le partenaire privé supporte le risque de construction ; le partenaire privé supporte au moins un des deux risques suivants : risque de disponibilité (ne pas être en mesure de répondre aux demandes contractuelles), ou risque de variabilité de la demande par rapport au contenu du contrat).

Fichage des passagers aériens

Le Parlement européen a décidé, le 21 avril dernier, de saisir le Cour de justice sur le projet d'accord de transfert de données des passagers aériens aux Etats Unis. Ce projet a été finalisé le 16 décembre dernier entre le commissaire en charge des relations extérieures, Chris Patten, et le secrétaire américain à la sécurité (voir bulletin 142/143).

La décision de saisine de la Cour s'est jouée à une très courte majorité (276 voix pour, 260 contre et 13 abstentions). Contrairement au groupe PPE, les groupes PSE, ELDR, Verts/ALE et GUE/NGL estimaient que la Cour devait donner son avis sur la compatibilité de l'accord et la législation communautaire sur la protection des données. .../...

A European policy for services of general interest: CELSIG is organising a European seminar on 19th May

CELSIG will hold a European seminar on 19th May at the European Economic and Social Committee, in Brussels, on "Services of general interest and cohesions: a European policy for services of general interest".

The day will be divided into two parts, the first will be devoted to the question of the financing of the SGI, whilst the second will examine the question of a European policy for the SGI. The debates will end with a "Call to candidates to the European elections".

The complete program of the seminar as well as the registration form are available at the following website address:

www.celsig.org/actualite/CELsem1905.rtf

Private public partnerships

The Commission is getting ready to submit to public consultation, very soon, a Green Paper on "Private Public Partnership" (or PPP). Opinions on the Paper will have to be sent in before the 15th of July 2004. CELSIG will come back on this issue in a forthcoming bulletin.

On its part, Eurostat adopted, on 11th February 2004, a decision concerning accounting procedure, in national accounts, for contracts subscribed by the public parties of private public partnerships. It recommends that assets of the PPP should not be included in the statement of accounts of public administrations if the following two conditions are met: the private partner bears the risk of construction; the private partner bears at least one of the two following risks: risk of availability (not being able to meet the contractual demands), or risks of variability of demand relative to the contents of the contract).

Listing of air passengers

On 21st April, the European Parliament decided to call upon the Court of Justice on the draft agreement concerning the transfer of data concerning air passengers to the United States. This project was finalised on 16th December between the foreign relations commissioner, Chris Patten, and the American secretary for security (see bulletin 142/143).

The decision of the ruling by the Court was reached at by a short majority (276 votes for, 260 against and 13 abstentions). Contrary to the EPP group, the PSE, ELDR, Verts/ALE and GUE/NGL groups considered that the Court should give its opinion on the compatibility between the agreement and the Community legislation in so far as data protection is concerned. .../...

Déjà le 31 mars, les parlementaires avaient estimé que le degré de protection des données aux Etats Unis n'était pas suffisant et demandé à la Commission de retirer son projet, se réservant, en cas de refus, le droit de saisir la Cour de justice.

L'inquiétude des parlementaires, motivée par le manque de garanties contenues dans l'accord, a augmenté avec l'annonce faite par le porte parole de la Commission, le 20 avril, que la question du transfert des données à d'autres pays n'avait pas été discutée dans le cadre de cet accord et qu'elle venait d'être mise sur la table par les Etats Unis.

Il y a en fait deux textes en cause. Une décision de la Commission qui estime que le degré de protection des données aux Etats Unis est "adéquat"; un accord international qui, tirant les conséquences de la décision de conformité avec la législation communautaire, autorise le libre accès des autorités publiques américaines aux données des compagnies aériennes situées sur le territoire communautaire, ce qui pose la question de la souveraineté.

Autoroutes de la mer

Lors du Conseil transport du 9 mars dernier, la France a annoncé son intention de développer, en association avec l'Espagne, le Portugal et l'Italie, deux projets d' "autoroutes de la mer", l'un en Méditerranée et l'autre sur l'Atlantique, qui s'inscrivent dans le cadre des réseaux transeuropéens de transports (RTE-T). Leur objectif est de désengorger les réseaux routiers en offrant aux camions des services alternatifs fiables par voie maritime. L'Espagne et la France devraient présenter, l'été prochain, à la Commission, un projet pour la voie atlantique visant une mise en service d'ici fin 2006.

La France a insisté pour que le développement de ces autoroutes soient de véritables partenariats public/privé, tout en soulignant la nécessité d'accorder une aide communautaire pour assurer le démarrage des projets avec l'objectif qu'à terme le marché prenne la relève de l'Etat (voir également plus haut).

Social

♦ **Carte de santé européenne** : La carte européenne d'assurance maladie permettant de bénéficier de soins de santé pendant un séjour temporaire dans un Etat membre, destinée à remplacer les formulaires "papiers" actuels, entrera en vigueur à partir du 1^{er} juin prochain, mais les Etats membres ont jusqu'à fin 2005 pour la mettre en circulation. L'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, le Luxembourg, la Slovaquie et la Suède ont annoncé leur intention de commencer à l'utiliser dès le 1^{er} juin.

♦ **Comité d'entreprise européen** : La Commission a lancé la première phase de consultation des partenaires sociaux interprofessionnels et sectoriels communautaires dans le cadre du réexamen de la directive de 1994, en approuvant, le 19 avril dernier, une communication "Comités d'entreprise européens : vers l'optimisation du potentiel d'improvement des travailleurs au profit des entreprises et de leur personnel".

http://www.europa.eu.int/comm/employment_social/news/2004/apr/ewc_consultation_fr.pdf

Already, on March 31st, members of Parliament had deemed that the degree of data protection in the United States was not sufficient and had requested the Commission to withdraw its project, whilst reserving the right to call upon the Court of Justice in the event of a refusal.

The concern of members of Parliament, justified by the lack of guarantees in the agreement, was raised further with the announcement by the Commission's spokesman, on April 20th, to the effect that data transfer to other countries had not been discussed within the framework of this agreement and that it had just been tabled by the United States.

There are, in fact, two texts in this issue. The Commission's decision which considers that the degree of data protection in the United States is "adequate"; an international agreement which, drawing on conclusions from the decision of the conformity with the Community legislation, authorises the American public authorities free access to data of airline companies located on the Community territory, which raises the question of sovereignty.

Sea Motorways

During the Transport Council of 9th March, France announced its intention to develop, in partnership with Spain, Portugal and Italy, two projects of "sea", one in the Mediterranean and the other on the Atlantic, which lie within the scope of the trans-European Networks of Transports (TEN-T). Their objective is to unclog the road networks by offering trucks reliable alternative services by sea. Spain and France should present before the Commission, this Summer, a project for the Atlantic route aimed for launching by the end of 2006.

France insisted that the development of these motorways are true public/private partnerships, at the same time underlining the need for granting Community aid to ensure the launching of the projects with the objective that, in the long term, the market takes over from the State (see also above).

Social

♦ **European health card**: The European health insurance card making it possible to obtain health care during a temporary stay in a Member State, intended to replace the current "paper" forms, will come into effect from 1st June 2004, but Member States have until the end of 2005 to put it in circulation. Germany, Belgium, Denmark, Spain, Estonia, Finland, France, Greece, Ireland, Luxembourg, Slovenia and Sweden announced their intention to start using it right from the 1st of June.

♦ **European works council**: The Commission launched the first phase of consultation of the Community inter-branch and sectoral social partners within the framework of the re-examination of the 1994 directive, by approving, on 19th April, a communication entitled "European works councils: towards rendering the involvement potential of workers as highest as possible to the benefit of the companies and of their personnel".

http://www.europa.eu.int/comm/employment_social/news/2004/apr/ewc_consultation_en.pdf

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.